

Identités juives et citoyenneté française

par Francis Grimberg

La biologie et les sciences humaines distinguent entre deux populations d'individus, des caractères héréditaires (par exemple, la couleur de la peau, la morphologie du nez, des lèvres, des oreilles, etc.) et des caractères socioculturels (par exemple les moeurs, la religion). Le raciste, qui ne respecte pas la ligne de démarcation entre le scientifique et l'idéologique fait de ces caractères héréditaires et socioculturels un tout indissociable, une « race ». L'humaniste, qui respecte les données de la science dans la recherche de la vérité, dissocie ces caractères et ainsi fait éclater le concept de « race ».

Certes, si la notion même de race n'a donc pas de signification scientifique, par contre les attitudes et les comportements racistes persistent. C'est pourquoi le racisme doit être combattu, non seulement au niveau de certaines interprétations pseudo-scientifiques de faits biologiques ou génétiques, mais aussi au niveau de ses manifestations dans la vie sociale et culturelle.

Les racistes évaluent les « différences » en « inégalités », créent une hiérarchisation entre êtres supérieurs et inférieurs.

Les racistes évaluent les « différences » en « inégalités », créent une hiérarchisation entre êtres supérieurs et inférieurs et justifient la transmission de la hiérarchie sociale, de génération en génération, en prétendant que cette hiérarchisation est « naturelle ». Or ces « inégalités » qui sont « réelles » ne sont pas « naturelles ». Ces « inégalités » n'existent pas dans l'homme, elles existent en dehors de lui, dans la société. Ces « inégalités » sont d'origine sociale. Lutter contre le racisme c'est donc avant tout lutter contre les inégalités et c'est dans l'union entre juifs et non-juifs que sont garanties la justice sociale et la dignité. Ce n'est donc pas, par conséquent, entre juifs que la similitude

est essentielle, mais entre membres d'une même couche sociale : telle est la leçon tirée par exemple de L'Histoire d'une partie des juifs immigrés d'Europe centrale et orientale. A la fin du siècle dernier et dans le premier quart de ce siècle, des milliers de juifs avaient fui les discriminations et les pogromes qui sévissaient dans l'Europe de l'Est : ils avaient choisi la France de Victor Hugo, de Zola et d'Anatole France, le seul pays d'Europe qui avait accordé aux juifs la liberté du culte en 1776 et le principe d'égalité civique en 1791. De nombreux corps de métiers, notamment dans l'habillement, tels que tailleurs, fourreurs, bottiers, maroquiniers, s'intégraient d'abord dans une couche sociale avec laquelle ils luttèrent contre les inégalités, contre l'exploitation grâce aux syndicats : l'intégration des juifs immigrés passait donc par une participation au mouvement ouvrier et faisait de chacun d'entre eux l'égal du citoyen français, même si beaucoup vivaient en clandestins, c'est-à-dire sans « papiers » d'identité.

Sensibilisés par leurs propres souffrances nées de l'exil, de persécutions, d'humiliations, de séparations d'êtres chers, ils aspiraient à une patrie, à un milieu où ils ne fussent pas étrangers, sans oublier pour autant la culture yiddish. Cette adaptation au pays grâce à

la solidarité avec les juifs français de souche et les non-juifs, explique aussi bien leur lutte contre le racisme au sein du « Mouvement national contre le racisme », le M.N.C.R., que leur engagement pour le Front Populaire ou pour le Gouvernement républicain espagnol, ou leur engagement dans les deux Grandes guerres mondiales et notamment dans la Résistance. C'est en avril 1943 que fut créée l'« Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide », l'U.J.R.E., qui réalisa l'union avec les mouvements non-juifs de la Résistance. Elle créa aussi les « Commissions de l'enfance » assurant la sécurité des enfants. Avant la Libération, fut fondée « La Commission Centrale de l'Enfance » pour assurer l'avenir des enfants qui avaient pu être sauvés. A cette occasion permettez-moi de féliciter l'« Association des Amis de la Commission Centrale de l'Enfance » qui a pris l'initiative d'organiser ce colloque.

En cette année 1995, année de la commémoration du cinquantenaire de la libération des camps de déportation, rappelons que la barbarie nazie coûta à l'humanité plus de six millions de victimes dont plus de trois millions de juifs d'Europe. Parmi les 76.000 juifs déportés de France, dont les deux-tiers étaient des immigrés, seulement 2.500 revinrent. La mémoire de ce génocide doit être une arme contre toute récidive. Notre devoir de mémoire est celui de transmettre cette vérité historique de génération en génération. « *Quand on oublie son passé, nous met en garde Goethe, on est condamné à le revivre* ».

A partir de ce bref rappel historique, se dessine l'identité du « juif progressiste d'hier » ayant combattu pour le progrès social, contre le racisme et contre le nazisme : cette identité est, selon l'expression de Jacques Berque, la « *référence historique* » du « progressiste juif d'aujourd'hui et de demain ». « *L'identité*, explique Jacques Berque, dans ses Entretiens avec Jean Sur,

recueillis sous le beau titre de son livre, « *Il reste un avenir* », est une notion historisante. et justiciable de la psychologie collective. Elle tient à ce que, dans le sentiment qu'on a, la définition qu'on se donne de soi-même et des siens, on se réfère à quelque chose : pas forcément un territoire, ni une population, ni même une langue, mais peut-être, la perte ou l'absence de tout cela, et plus encore la recherche en commun d'une fin. Ce qui compte, en tout cas, ce n'est pas le référent de la référence. C'est le fait de se référer ».

On peut d'autant mieux partager son identité qu'on l'a enrichie au contact des autres.

Les identités des juifs français de souche ou d'Europe de l'Est ou méditerranéenne, de naissance ou d'une ou plusieurs générations, sont différentes selon leurs « références » respectives à L'Histoire et au milieu dans lequel ils vivent, mais chacun peut retrouver l'autre selon le sens qu'il donne à sa vie. Définir ainsi l'identité par l'héritage historique et culturel ne dépouille pas la dialectique du singulier et de l'universel : on peut d'autant mieux partager son identité qu'on l'a enrichie au contact des autres. L'identité de chacun reflète la richesse de « *l'être multiple, ondoyant et divers* », dans son unité souvent contradictoire et la transformation de sa personnalité : « *Un homme gagne toujours à être connu. Il y gagne en mystère* », ironisait Jean Paulhan, qui mesurait ainsi la difficulté de la tâche.

La notion de « race » ayant éclaté, la notion d'appartenance à un « peuple » s'effaçant derrière celle de citoyenneté grâce à l'intégration et à l'assimilation, les juifs progressistes ne sont pas toujours de ceux qui réduisent l'identité juive au confessionnalisme. Certains pensent, en humanistes convaincus, que « *l'homme porte la forme entière de l'humaine condition* » et dévoilent leur identité en rappelant Ilya Ehrenbourg qui disait : « *Je dirai que je suis juif tant qu'il*

y aura un antisémite sur cette terre ». D'autres pensent qu'il y a « un je ne sais quoi » qui leur fait dire « je me sens juif », selon un subjectivisme bien éloigné de toute approche scientifique, mais qui traduit des sentiments profonds grâce à une « référence » révélant leur identité : leur authenticité étant la fidélité vécue à cette référence.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, des événements importants ont modifié la conscience collective et transformé les identités de nombreux juifs de ce Pays. L'attitude des juifs français vis-à-vis d'Israël n'a jamais été univoque : il y a toujours eu une identité progressiste, solidaire de celle des progressistes israéliens, réclamant une solution politique pour la reconnaissance des deux Etats israélien et palestinien à l'intérieur de frontières sûres et reconnues par la communauté internationale. Mais de nombreux juifs n'ont pas adhéré à cette sensibilité progressiste, non seulement en raison d'une exacerbation d'un sentiment de loyauté qu'ils éprouvaient pour Israël, souvent renforcé par la présence dans ce pays d'un être cher, mais aussi en raison de la politique sioniste souvent en phase avec la politique occidentale. A la suite de l'écroulement des régimes des pays de l'Est et notamment de l'U.R.S.S. et en raison du processus de paix actuellement engagé, les juifs progressistes de France, avec leurs amis israéliens, confirment plus que jamais leur identité pacifiste pour une solution politique en condamnant les extrémistes aussi bien israéliens que palestiniens.

Un autre événement à prendre en compte dans l'étude de la conscience collective et de l'identité juive, c'est, dans les années soixante, l'arrivée de juifs d'Afrique du Nord de citoyenneté française avec leurs traditions religieuses, sociales, politiques et leur culture judéo-arabe, mais avec leur volonté de s'intégrer dans la société française en voulant acquérir le mode de vie des Français.

Actuellement on constate, parmi ces citoyens, qu'un excès de tendances religieuses confinant parfois à un certain intégrisme peut, par son particularisme, remettre en cause l'homogénéité de la société française, d'autant que la France d'aujourd'hui est confrontée à un problème lié à la présence sur son sol d'un grand nombre d'étrangers. En raison de l'aggravation de la crise économique et du chômage, la voie de l'intégration, par le mouvement ouvrier et syndical, est peut-être plus difficile pour les immigrés d'aujourd'hui que pour les juifs immigrés d'hier.

C'est dire l'intérêt commun et la nécessaire solidarité des juifs et des minorités issues de l'immigration face à l'antisémitisme et au racisme.

L'intégration leur est refusée parce que l'accès au marché du travail est bloqué. Cette exclusion du travail est perçue comme un rejet fondé sur des critères ethniques et raciaux : d'où le risque d'émergence de phénomènes communautaristes avec le danger de formation de ghettos et de la perte du sens de la citoyenneté. C'est dire l'intérêt commun et la nécessaire solidarité des juifs et des minorités issues de l'immigration face à l'antisémitisme et au racisme anti-immigrés d'aujourd'hui.

L'identité, en tant qu'attachement à un mode de vie traditionnel et appartenance à un groupe communautaire est compatible avec la citoyenneté. Par contre tout excès, sous forme de nationalisme ou d'intégrisme religieux par exemple, compromet la citoyenneté. C'est donc en luttant contre l'exclusion, pour la liberté, l'égalité et la fraternité que le juif progressiste de France, fidèle à sa mémoire et à son histoire, réalise sa citoyenneté avec son identité conquise, vécue et à transmettre.

F.G

(Ce texte a fait l'objet d'une communication au Colloque organisé par l' « Association des Amis de la Commission Centrale de l'Enfance » : « Hier, juifs progressistes, aujourd'hui : juifs.. ? Quelle identité juive laïque construire ? ».

Paris, La Sorbonne, 11-12 février 1995).

BIBLIOGRAPHIE :

- Atlan H., « *Race, gène et culture* », Colloque « Le mot race est-il de trop dans la constitution française », Palais du Luxembourg et Sorbonne, 27/28 mars, 1992.
- Berque J., « *Il reste un avenir* », Entretiens avec Jean Sur, Paris, Arléa, 1993
- Cukier S., Decèze D., Diamant D., Grojnowski M., « *Juifs révolutionnaires* », Messidor, Editions sociales, Paris, 1987.
- Garaudy R., « *Intégrismes* », Editions Belfond, Paris 1990.
- Gould Stephen J., « *Un hérisson dans la tempête* », 1987, 1994 pour la traduction française : Grasset.
- Lawler J., « *Intelligence, génétique, racisme* ». *Le Q.I. est-il héréditaire ?* . Editions sociales, Paris, 1978.
- Leibowitz Y., « *Israël et judaïsme, ma part de vérité* », Editions Desclée de Brouwer, 1993.
- Liauzu C., « *Race et civilisation* », Syros/ Alternative, 1992.
- Rocchi J., « *L'errance et l'hérésie, le destin de Giordano Bruno* », François Bourin éditeur, Paris 1989.
- Wieviorka M., « *Racisme et modernité* », Editions La Découverte, Série Histoire contemporaine
- Wurmsers A., « *L'éternel, les juifs et moi* », Le Pavillon, Roger Maria Editeur, Paris 1970.